

ARR2014_0082

ARRETE

OBJET : COMPLEMENT A LA DELEGATION DE FONCTION AU 6^{ème} MAIRE ADJOINT

Le Maire de la Commune de Noisiel,

VU l'article L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, permettant au Maire sous sa responsabilité et sa surveillance de déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints ou à des membres du conseil municipal, dès lors que tous les adjoints sont titulaires d'une délégation,

VU l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que les décisions prises en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du maire,

VU la délibération n° DEL2014_0075 en date du 28 mars 2014 portant élection des adjoints au Maire,

VU la délibération n° DEL2014_0076 en date du 11 avril 2014, portant délégations consenties au maire par le conseil municipal selon l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

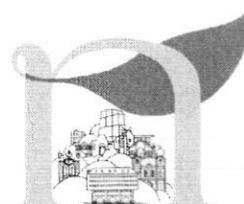
VU l'arrêté n° ARR2014_0044 en date du 1^{er} avril 2014 donnant délégation à Madame Corinne TROQUIER, 6^{ème} Adjoint au maire, pour toutes les affaires communales relatives à la Jeunesse, à la citoyenneté et aux Activités Périscolaires,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de compléter les délégations accordées aux adjoints au maire,

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Corinne TROQUIER, 6^{ème} Adjoint au maire, est habilitée à signer les décisions relatives aux marchés concernant le domaine délégué, d'un montant inférieur à 15 000€ HT et prenant la forme d'un bon de commande.

ARTICLE 2 : Madame Corinne TROQUIER, 6^{ème} Adjoint au maire, est habilitée à accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.



Suite de l'arrêté N°ARR2014_ **0082**
Portant sur le complément à la délégation de fonction au 6^{ème} maire adjoint(2)

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Madame la Préfète de Seine et Marne,
- Monsieur le Procureur de la République du Tribunal de Grande Instance de MEAUX,
- Monsieur le Comptable Public de Marne la Vallée,
- Monsieur le Directeur Général des Services,
- A l'intéressée

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de DEUX mois à compter de son caractère exécutoire.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est rendu exécutoire à compter de la date de son affichage ou publication et de sa transmission au représentant de l'Etat.

Fait à Noisiel, le **18 AVR. 2014**

Le Maire

D. Vachez

Daniel VACHEZ



Transmis au représentant de l'Etat le	22 AVR. 2014
Affiché le	22 AVR. 2014
Notifié le	22 AVR. 2014
Publié le	22 AVR. 2014

